

**SNTRS**



**CNRS-INRIA  
INSERM-IRD  
INED**

# *En bref...*

SNTRS-CGT – 7, rue Guy Môquet, 94800 Villejuif - Tel : 01 49 58 35 85 - Télécopie : 01 49 58 35 33  
Courrier électronique : [sntrscgt@vjf.cnrs.fr](mailto:sntrscgt@vjf.cnrs.fr) - - Site web : <http://sntrscgt.vjf.cnrs.fr>

**Numéro 345 du 17 avril 2014**

## **Communiqué de presse du SNTRS-CGT**

### **Le gouvernement est désavoué, la Ministre Fioraso est renommée. La recherche sera sacrifiée**

Les résultats des élections municipales constituent un désaveu d'ampleur de la politique menée par le gouvernement. Mais la leçon n'a pas été tirée. Les discours du président Hollande et de son nouveau premier ministre Manuel Valls ne répondent en rien aux attentes des salariés. Par contre, le patronat a été entendu et servi : les milliards de cadeaux du pacte de responsabilité sont confirmés, encore une fois sans aucun contrôle ni engagement en termes d'emplois et de salaires. Monsieur Gattaz propose même un « salaire transitoire » (sous-SMIC), pour « faciliter » l'accès à l'emploi pour les jeunes qui ne trouvent pas de travail.

Le Premier ministre confirme l'austérité salariale dans le public comme dans le privé. Le transfert d'une partie des cotisations sociales vers la fiscalité au prétexte d'augmenter le pouvoir d'achat des salariés modestes est un leurre. C'est une baisse supplémentaire de la rémunération du travail. « Zéro charges » pour les salaires payés au SMIC, c'est condamner des millions de salariés aux bas salaires. C'est une attaque frontale contre la partie mutualisée du salaire, celle qui sert à financer les aléas de la vie, notre politique de santé et de solidarité.

L'austérité pèsera dramatiquement sur les capacités publiques d'intervention sociale et économique, entraînant la réduction des services publics et de leurs missions. La reculade récente du gouvernement face aux exigences de la commission européenne d'un déficit budgétaire qui ne dépasse pas 3% dès 2015, ajoutera de l'austérité à l'austérité.

Les engagements de François Hollande de sanctuariser la recherche publique vont fondre comme peau de chagrin. La recherche ne sera pas épargnée. Même à masse salariale constante, les recrutements ne peuvent que s'écrouler, avec les effets conjugués de la baisse des départs en retraite et du coût du GVT (le Glissement Vieillesse Technicité, qui correspond à l'accroissement de la masse salariale dû aux échelons et aux promotions statutaires).

Nommer à nouveau Geneviève Fioraso, malgré les réticences du milieu sur son action passée et les 10000 signatures de la pétition contre sa politique, marque la volonté du Président de la République de remercier celle qui a poursuivi les « réformes » mises en place par Valérie Pécresse : maintien du Crédit Impôt Recherche, maintien de l'autonomie budgétaire des universités avec le transfert de la gestion de personnels, maintien d'une précarité massive, poids accru de l'innovation et du transfert des résultats pour les organismes de recherche.

Dans cette situation, qui ne peut que devenir de plus en plus difficile, le SNTRS-CGT appelle les personnels à agir le 1<sup>er</sup> mai avec tous les salariés et le 15 mai avec l'ensemble de fédérations de fonctionnaires pour la défense des salaires. Le SNTRS-CGT s'associe pleinement à l'initiative du Comité national du CNRS de se réunir en juin 2014 en séance plénière pour la défense de l'emploi dans la recherche. Nous voulons que cette initiative donne l'impulsion d'une importante mobilisation pour exiger une autre politique de l'emploi dans les organismes et les universités.

Villejuif, le 17 avril 2014